

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE



**BANQUE
LAURENTIENNE**

12 septembre 2023

Sébastien Lavoie,
Économiste en chef
LavoieS@vmbi.ca
514 350-2931

Perspectives économiques provinciales – Édition estivale

Jusqu'à maintenant en 2023, nous avons constaté une meilleure performance économique que ce que nous avons prévu dans notre édition précédente des Perspectives économiques provinciales. À ce jour, le scénario d'atterrissage en douceur généralement mis de l'avant par les gouvernements au cours de la saison budgétaire provinciale de 2023 se concrétise bien que la stagnation de l'économie canadienne depuis cet été requière de la prudence. L'immigration à un niveau record et le rebond de l'activité de vente de logements existants sont à l'avant-plan, bien qu'ils s'accompagnent d'une hausse des remboursements de la dette en retard, de l'érosion de l'abordabilité du logement et de la baisse du PIB réel par habitant. Les projets de transition climatique et les investissements dans le secteur de l'agriculture sont aussi généralement favorables d'un océan à l'autre. Toutefois, de graves chocs climatiques se traduiront par des pressions supplémentaires sur les coûts pour les gouvernements au cours de l'exercice 2023-2024. De plus, l'effet décalé du resserrement des conditions financières qui pèse sur les consommateurs et les entreprises, combiné aux préoccupations croissantes en Chine, laisse présager une fin d'année plus difficile et un rythme de croissance économique très lent pour 2024 par rapport à ce qui avait été prévu au cours de la saison budgétaire 2023. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que le PIB réel du Canada fléchisse légèrement au cours des prochains trimestres. Une légère récession semble entamée. Comme d'habitude, ce rapport réexaminé passe en revue notre sélection de nouvelles économiques et fiscales qui méritent l'attention de la base d'investisseurs exposés au paysage du crédit provincial canadien. Les prévisions économiques détaillées pour 2023-2024 sont disponibles à la fin du document.

Colombie-Britannique – Progrès en matière de GNL, préoccupations croissantes en Chine et nouvelles mitigées dans le secteur forestier

Parmi les principaux partenaires économiques externes de la Colombie-Britannique, les perspectives plus sombres de la Chine se démarquent. La reprise en Chine s'est rapidement essouffée cet été après le rebond du début de 2023, attribuable à la levée des restrictions liées à la COVID-19. En juillet, l'économie chinoise a affiché une légère déflation. De plus, l'investissement dans les actifs immobiliers a diminué considérablement par rapport à l'année dernière. Heureusement, le budget de la Colombie-Britannique de 2023 prévoyait une croissance très prudente du PIB réel chinois de 4,4 %, ce qui est inférieur à la projection de 5,2 % du FMI de juillet. Les autorités chinoises ont réagi à la fin de juillet et à la mi-août avec des mesures de relance ciblant les dépenses de consommation. Ces mesures étaient nécessaires, puisque le budget provincial prévoit une croissance du PIB réel de la Chine en 2024 de 4,9 %. Bref, la barre est haute.



Plus tôt cette année, les annonces de restructuration dans l'industrie du sciage ont détérioré les conditions du marché du travail en Colombie-Britannique. Le taux de chômage a bondi de 1,4 point de pourcentage jusqu'à maintenant cette année pour atteindre environ 5,5 %, un niveau supérieur à celui observé pendant la pandémie. De solides mises en chantier aux États-Unis et d'importants feux de forêt ont entraîné la suspension des activités de production de bois d'œuvre au Canada. Les prix du bois d'œuvre ont bondi près de la prévision du budget de la Colombie-Britannique de 2023 de 400 \$ US par milliers de pieds-planche. Par contre, les services de lutte contre les feux de forêt de la Colombie-Britannique ont dépensé la totalité du budget de 204 millions de dollars qui leur avait été alloué à la mi-juillet, ce qui augmente le risque d'un autre dépassement de coûts par rapport au budget de 2023. Les coûts de lutte contre les feux de forêt au cours des années précédentes ont été de près de 1 milliard de dollars par an.

Sans faire du Canada un chef de file mondial du gaz naturel liquéfié (GNL) comme les États-Unis, le Qatar et l'Australie, la Colombie-Britannique connaît plusieurs développements positifs dans le secteur de l'énergie. Premièrement, le projet de GNL Cedar, un petit projet d'une durée de vie d'au moins 25 ans qui devrait produire 3 millions de tonnes de GNL par année, a reçu une approbation environnementale en mars. Deuxièmement, le projet de GNL Woodfibre, dont le potentiel d'exportation annuel est de 2,1 millions de tonnes, est en voie d'être la première installation d'exportation carboneutre de la planète. Troisièmement, la phase de construction du projet de LNG Canada à Kitimat est terminée à environ 85 %. LNG Canada devrait commencer la phase de production en 2025 et produire 14 millions de tonnes par année.

Depuis le début de l'année, les gains de population attribuables à l'immigration internationale ont été très solides, à 3 %, bien qu'ils aient été plus faibles qu'en Alberta et en Ontario. La plupart des marchés régionaux de vente de logements existants en Colombie-Britannique sont à l'avantage des vendeurs, particulièrement dans la vallée du Fraser. Le rapport de juillet du Real Estate Board of Greater Vancouver montre une accélération supplémentaire du prix de référence, qui a augmenté de près de 10 % au cours des six derniers mois. La reprise des activités de revente devrait entraîner des surprises positives pour les recettes fiscales provenant des transferts de propriété par rapport au budget de 2023. Enfin, le déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché du logement de la Colombie-Britannique est sur le point de se détériorer davantage. Les mises en chantier ont été stables jusqu'à maintenant cette année, à un niveau annualisé de 50 000 logements, ce qui correspond presque au niveau record. Avant la pandémie, les mises en chantier approchaient également la barre des 50 000 unités sur une base annualisée, mais l'immigration totale était la moitié du rythme observé aujourd'hui.

Alberta – Écart favorable entre le pétrole léger et le pétrole lourd et marché de l'habitation surperformant

Dans l'ensemble, les perspectives à court terme de l'industrie pétrolière ne sont pas parfaites, mais elles soutiennent les finances publiques de l'Alberta. Les réductions de production prolongées jusqu'en 2024 par l'OPEP et les révisions à la hausse de la demande mondiale ont permis aux prix du WTI de rebondir près de l'hypothèse du budget albertain de 2023 de 79 \$ US le baril cet été. De plus, l'écart entre le WTI et le WCS s'est rétréci conformément aux prévisions du budget de 2023 jusqu'à maintenant, en partie à cause des feux de forêt et du pipeline Trans Mountain qui devrait livrer du pétrole à la côte ouest au cours du premier trimestre de 2024. Les feux de forêt ont interrompu la production de pétrole au printemps dernier. La production de pétrole a fléchi de 24 % sur 12 mois en juin et de 2,7 % depuis le début de l'année dans la province alors que le budget de 2023 prévoyait une augmentation modeste.

D'un point de vue stratégique, le principal défi de l'Alberta demeure lié à la transition climatique mondiale. Dans son dernier rapport sur les perspectives pétrolières à long terme, l'Agence internationale de l'énergie affirme que le sommet de la demande de pétrole mondiale arrivera plus tôt que prévu, en 2028, en raison de la transition rapide aux véhicules électriques et des gains d'efficacité supplémentaires dans le secteur des transports.

La croissance démographique record de l'Alberta retient également l'attention. La population a augmenté de 200 000 au cours des 12 derniers mois grâce à l'immigration internationale et interprovinciale massive, cette dernière étant menée par l'Ontario. Le Calgary Real Estate Board a signalé un marché de la revente extrêmement serré; les ventes par rapport aux nouvelles inscriptions ont atteint 82 % en juillet. Les prix des logements sont en hausse dans tous les segments par rapport à l'an dernier : une augmentation d'un peu moins que 10 % pour les maisons unifamiliales et une croissance de plus de 10 % pour les maisons en rangée et les copropriétés. À Edmonton, le marché de la revente ne s'est pas resserré autant. Selon le rapport de juillet de l'Edmonton Real Estate Board, les prix des logements sont presque stables par rapport à l'année dernière. La construction a également diminué modérément par rapport à l'an dernier à Edmonton, mais elle est demeurée résiliente à Calgary. Enfin, l'inflation considérablement plus faible de 2023 reflète plusieurs mesures fiscales ciblées au niveau provincial pour atténuer l'augmentation du coût de la vie.

Saskatchewan – Perspectives prometteuses à long terme pour la potasse et l'agriculture

La production de potasse de la Saskatchewan a atteint une part massive de 37 % du marché mondial en 2022, selon le budget provincial de 2023. Depuis le début de l'année, la production minérale, y compris la potasse, est étonnamment en baisse. Cependant, les perspectives à long terme demeurent très encourageantes. Plus particulièrement, la mine de potasse Jansen, dont la capacité de production annuelle est de 4,35 mégatonnes, commencera sa phase de production en 2026. Ce projet devrait générer une croissance de plus de 10 % de la production de potasse de la province et des revenus supplémentaires tirés des ressources non renouvelables.

Les développements agricoles à court terme sont davantage sous pression par rapport aux perspectives à long terme. Les agriculteurs ont planté plus de semences que d'habitude au printemps dernier, espérant une excellente saison en 2023. Toutefois, les conditions de sécheresse observées au cours de l'été devraient se traduire par une saison inférieure à la moyenne pour le canola et le blé, ce qui freinera le PIB réel cette année. Dans l'ensemble, 2023 semble être en voie de générer une production agricole plus faible qu'en 2022, une très bonne année, sans toutefois revivre l'année décevante de 2021. De plus, la construction d'une usine supplémentaire de trituration du canola dans l'est de la province commencera cet automne. La hausse des tensions entre la Russie et l'Ukraine a fait monter les prix du blé au cours de l'été, reflétant l'incertitude croissante liée à la sécurité alimentaire mondiale, la Russie pouvant avoir des difficultés à envoyer ses cultures sur les marchés mondiaux par la mer Noire.

Autrement, la Saskatchewan profite des avantages fiscaux découlant des conditions pétrolières serrées à l'échelle mondiale, ce qui appuie l'hypothèse du budget de 2023 de 80 \$ US le baril de WTI. Contrairement à l'Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador, la production de pétrole en Saskatchewan a légèrement augmenté jusqu'à maintenant cette année, un autre facteur qui aide le gouvernement à planifier un excédent supérieur de 1 milliard de dollars pour l'exercice 2023-2024 et une réduction de la dette.

Sur le plan provincial, la Saskatchewan a accueilli moins d'immigrants que la plupart des provinces en 2022 et au premier semestre de 2023. Par conséquent, le bassin de travailleurs disponibles est pratiquement en mode stagnation. Les ventes au détail nominales ont sous-performé par rapport aux autres provinces, en baisse par rapport à l'année précédente. Le marché de la vente de logements existants favorise les vendeurs à Saskatoon et à Regina, mais est équilibré dans le reste de la province. La tendance des mises en chantier est stable depuis le début de l'année. Dans l'ensemble, les prix des habitations ont augmenté à un rythme plus lent qu'ailleurs au pays.

Manitoba – De solides dépenses de consommation et un potentiel minier prometteur à long terme

Sur le plan provincial, les ménages bénéficieront d'une amélioration du revenu disponible après impôt. Les mesures fiscales annoncées dans le budget de 2023 comprenaient une augmentation importante du montant personnel de base en 2023 et une hausse des tranches d'imposition en 2024. Sans surprise, les dépenses de consommation ont dépassé celles des autres provinces, bien que l'activité de vente de logements existants n'ait pas rebondi aussi fortement qu'ailleurs au pays jusqu'à maintenant cette année. Les recettes agricoles sont en forte hausse depuis 2020. Les conditions des cultures de canola et de blé ont été jugées de passables à bonnes au début d'août. Dans l'ensemble, nous prévoyons que la croissance du PIB réel sera supérieure à celle prévue dans le budget de 2023 du Manitoba, soit 0,7 %, et que le taux de chômage sera inférieur à l'hypothèse de 5,4 % pour 2023. Les investisseurs recevront de plus amples renseignements dans la mise à jour financière du premier trimestre qui sera publiée d'ici la fin de septembre.

Cet été, on a accueilli favorablement le début de la production à la première mine de potasse de la province, située à Harrowby, près de la frontière avec la Saskatchewan. Avec une capacité de production de 250 000 tonnes de potasse par année, la mine a un potentiel relativement plus faible que les installations de la Saskatchewan (6,7 millions de tonnes extraites au cours des six premiers mois de 2023). Selon un porte-parole de la province, on estime que la mine de potasse pourrait générer des recettes fiscales s'élevant à seulement 5 à 6 millions de dollars.

À long terme, l'un des principaux développements concerne la nouvelle politique énergétique intégrée sur 20 ans. Le gouvernement du Manitoba prévoit plus que doubler la capacité énergétique en investissant principalement dans l'énergie éolienne plutôt que de construire de nouveaux projets hydroélectriques coûteux. Par exemple, la centrale de Keeyask, qui produit de l'électricité depuis 2021, a coûté près de 9 milliards de dollars à construire, ce qui exerce des pressions financières sur Manitoba Hydro et, au bout du compte, sur la province. La conservation de l'énergie et la réduction des GES font également partie du plan sur 20 ans. Enfin, un élément clé des progrès industriels à long terme du Manitoba a trait à la nouvelle stratégie essentielle visant à accélérer l'exploration et l'extraction minière. Le Manitoba compte 29 des 31 produits figurant sur la liste canadienne des minéraux essentiels de 2021, dont le lithium, le graphite, le cobalt et d'autres éléments des terres rares. Le Manitoba possède notamment un potentiel de lithium de premier plan qui pourrait stimuler la production au-delà de la mine actuelle de Tanco et contribuer à la construction de batteries de véhicules électriques à l'échelle mondiale.

Ontario – La transition vers les véhicules électriques progresse, tandis que l'abordabilité des logements se détériore

La demande retardée ventes d'automobiles aux États-Unis en 2020, en 2021 et en 2022 est très favorable au secteur de la fabrication automobile de l'Ontario en ce moment, même si l'économie américaine finit par connaître une légère récession à la fin de 2023 et au début de 2024.

De plus, la transition vers les véhicules électriques en Ontario gagne en popularité, l'Agence internationale de l'énergie prévoyant que les ventes mondiales annuelles de véhicules électriques auront plus que doublé en 2028 par rapport à aujourd'hui. La phase de construction de l'usine de véhicules électriques de Volkswagen à St. Thomas débutera en 2024 et durera jusqu'en 2027. De plus, l'usine de batteries de véhicules électriques Stellantis, à Windsor, est en construction. La province accordera jusqu'à 5 milliards de dollars en allègements fiscaux à Stellantis en fonction de la production sur une période de 10 ans, en réponse aux incitatifs attrayants de la *Inflation Reduction Act* des États-Unis pour attirer des investissements verts. De plus, le potentiel d'extraction de lithium augmente à Thunder Bay. La province poursuit également ses efforts en vue d'atteindre l'objectif de production d'électricité carboneutre avec l'agrandissement annoncé de la centrale de Bruce Power, le premier projet nucléaire à grande échelle au Canada depuis environ 30 ans.

Dans le secteur des ménages, les dépenses de consommation par habitant en termes réels ont presque stagné sur 12 mois, ce qui témoigne des effets graduels des taux d'intérêt élevés. Nous nous attendons à ce que les dépenses de consommation par habitant diminuent légèrement au cours des prochains trimestres. En ce qui concerne le logement, les acheteurs potentiels sont extrêmement sensibles aux mesures et aux attentes de la Banque du Canada (BdC). Pendant la pause de la BdC au début de 2023, les transactions de revente et les prix des maisons ont rebondi très fortement dans toute la province, particulièrement dans la région de Toronto et banlieue. Puis, en juin et en juillet, lorsque la BdC a augmenté le taux directeur de 25 points de base deux fois de suite, le nombre de ventes a diminué selon le Greater Toronto Real Estate Board. Les mises en chantier connaissent un solide retour, y compris dans la région de Toronto et banlieue, en raison de l'achèvement de projets retardés à la fin de 2022.

Enfin, la mise à jour du premier trimestre publiée le 14 août ne contenait aucune surprise, montrant de solides résultats financiers pour l'exercice 2023-2024. Le total des dépenses et des revenus du cadre financier général s'élève à près de 204 milliards de dollars, ce qui se traduit par un minuscule déficit de 0,3 milliard de dollars avant la réserve de 1 milliard de dollars. Toutefois, la province a retiré 0,8 milliard de dollars du fonds de prévoyance de 4 milliards de dollars pour financer l'aménagement de terrains industriels pour des investissements manufacturiers à grande échelle et des services ciblés comme les services de police. Standard & Poor's, Moody's et DBRS Morningstar ont tous accordé une perspective positive aux cotes de crédit de l'Ontario après le budget de mars 2023, qui contenait des objectifs ambitieux et réalistes (maintien du ratio de la dette nette au PIB inférieur à 40 %; ratio de la dette nette au revenu inférieur à 200 %; ratio de l'intérêt sur la dette au revenu inférieur à 7,5 %).

Québec – Investissement robuste des entreprises et ménages résilients

Le plus récent Rapport mensuel des opérations financières du Québec a été publié le 29 juin. Il a fait état d'un déficit de 5,1 milliards de dollars pour l'exercice 2022-2023 avant l'utilisation de la réserve de stabilisation de 0,5 milliard de dollars, ce qui correspond presque à l'estimation du budget de 2023 de 5 milliards de dollars. Le manque à gagner de 5,1 milliards de dollars est attribuable aux dépenses totales dépassant de 2 milliards de dollars les revenus, en plus d'un important transfert de 3,1 milliards de dollars au Fonds des générations. Il s'agit d'une détérioration de la situation financière du Québec par rapport au déficit de 772 millions de dollars de l'exercice 2021-2022, car les dépenses de fonctionnement ont bondi de 7 % et le service de la dette a grimpé de 17 % à 10 milliards de dollars, dépassant l'augmentation de 5,5 % des revenus autonomes.

Pour ce qui est de l'exercice 2023-2024, le budget de mars 2023 prévoyait un déficit de 4 milliards de dollars. Le contexte économique demeure favorable pour dépasser l'hypothèse de croissance du PIB réel de 0,6 % prévue dans le budget de 2023. Les fabricants de produits alimentaires et de transport ont fait grimper la valeur des expéditions au cours du premier semestre de 2023. De même, l'activité du secteur des services s'est légèrement accrue sur 12 mois. Il n'en demeure pas moins que d'autres secteurs maintiendront une croissance modérée par rapport aux autres provinces. L'activité de construction résidentielle traverse une phase de contraction après des années au-dessus de la tendance. De graves feux de forêt dans les régions du Nord ont notamment entraîné l'interruption temporaire des activités minières, forestières et de certaines activités touristiques au cours du deuxième trimestre.

L'investissement des entreprises demeure robuste et favorable aux perspectives économiques à long terme. Par exemple, un important projet d'agrandissement d'une aluminerie de 1,4 milliard de dollars dans la région du Saguenay permettra d'augmenter la production de cuves et de réduire les émissions de gaz à effet de serre à compter de 2026. Une usine de cathodes en construction à Bécancour essentielle à la transition mondiale vers les véhicules électriques entrera en phase de production en 2025. De plus, des résultats d'exploration très encourageants ont été annoncés récemment en ce qui concerne l'extraction de phosphate, ce qui soulève l'espoir d'une production éventuelle de piles lithium-fer-phosphate.

La confiance des entreprises s'est améliorée depuis le début de l'année, moins de petites entreprises signalant un manque de demande intérieure par rapport aux autres provinces, selon l'enquête de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). En effet, la plupart des indicateurs montrent une résilience du secteur des ménages. Le niveau d'insolvabilité des consommateurs au Québec est à la hausse, mais il est inférieur aux niveaux d'avant la pandémie, contrairement à la Colombie-Britannique et à l'Ontario, où les cas d'insolvabilité sont plus élevés qu'en 2019. De plus, la croissance de la rémunération des employés a ralenti depuis les sommets de 2021-2022, bien que la réduction des taux d'imposition pour les deux tranches de revenu inférieures, en vigueur depuis juillet, maintiendra une croissance dynamique du revenu disponible des ménages. Cela dit, la croissance des dépenses nominales des ménages dépasse la croissance du revenu disponible depuis un certain temps. Cette situation insoutenable laisse présager un fléchissement des dépenses des consommateurs au cours des prochains trimestres.

Sur le front régional, le flux interrégional net de Montréal en faveur d'autres régions demeure important. L'immigration internationale a permis de maintenir une croissance rapide de la main-d'œuvre dans la région de la métropole. Le gouvernement du Québec a dit plus tôt cet été qu'il pourrait faire passer de 50 000 à 60 000 le nombre d'immigrants permanents qui entrent chaque année dans la province d'ici 2027. Une telle mesure atténuerait les principaux obstacles aux ventes (pénuries de main-d'œuvre) et les principales préoccupations en matière de coûts (salaires) signalées par les propriétaires de petites entreprises au Québec, selon l'enquête de la FCEI.

Une forte croissance démographique à l'extérieur de Montréal entraîne des disparités dans l'activité du marché de l'habitation. Depuis le début de l'année, on constate une baisse des transactions de revente et une augmentation plus forte des nouvelles inscriptions à Montréal comparativement à Gatineau, à Drummondville, à Saguenay, à Trois-Rivières, à Sherbrooke et à Québec. Contrairement à plusieurs villes canadiennes, un plus grand nombre de logements locatifs ont été introduits sur le marché au cours des dernières années dans la région de Montréal. Les mises en chantier à Montréal ont diminué davantage par rapport au reste du Canada et à d'autres villes de la province jusqu'à maintenant cette année. Dans l'ensemble, le nombre total de mises en chantier au Québec en 2023 est en voie d'atteindre un niveau inférieur à celui de la Colombie-Britannique pour la première fois depuis 2019, et un niveau sans précédent depuis 2016-2017.

Nouveau-Brunswick – Les perspectives économiques favorisent le maintien d'un bilan financier positif

Le Nouveau-Brunswick, comme beaucoup d'autres provinces, connaît une croissance démographique record. Le marché de la revente demeure fortement à l'avantage des vendeurs, le prix moyen des maisons demeurant légèrement au-dessus de 300 000 \$. Les exportations nominales sont en baisse modérée depuis le début de l'année. Le mauvais temps retarde le début de la saison de pêche au homard. Irving Oil a annoncé un projet d'entretien de sept semaines à sa raffinerie à compter de septembre. Dans l'ensemble, les conditions économiques actuelles appuient la projection du budget de 2023 d'un léger excédent de 40 millions de dollars pour l'exercice 2023-2024, après un excédent exceptionnellement important de l'exercice 2022-2023, qui a permis à la province de ramener le ratio de la dette nette au PIB nominal sous la barre des 30 %.

Nouvelle-Écosse – Faire face à la croissance démographique et aux chocs climatiques négatifs

La Nouvelle-Écosse connaît une croissance démographique record en raison des nombreux Canadiens qui quittent l'Ontario et des nouveaux arrivants. À elle seule, la population d'Halifax a progressé de 4 % l'an dernier. Les prix des habitations ont augmenté davantage dans les régions de Halifax et de la Rive-Sud que dans le reste de la province. De solides gains au niveau des postes à temps plein favorisent le maintien du marché de l'habitation à l'avantage des

vendeurs et la croissance des ventes au détail au-dessus de la moyenne nationale. L'activité de construction de logements reste soutenue dans le secteur locatif. Autrement, les activités de fret au port de Halifax se sont intensifiées jusqu'à maintenant cette année. Cependant, la Nouvelle-Écosse est l'une des deux provinces, avec la Colombie-Britannique, où les dépenses en immobilisations des entreprises pourraient diminuer en 2023 selon la dernière enquête sur les intentions de Statistique Canada.

Dans l'ensemble, les perspectives économiques semblent généralement plus favorables que prévu dans le budget de la Nouvelle-Écosse de 2023, même si l'emploi à temps plein stagne depuis quelque temps. L'engagement du gouvernement conservateur à améliorer les soins de santé a mené à la projection d'un petit déficit et d'une augmentation tout aussi faible de la dette publique au cours de l'exercice 2023-2024. Par contre, après l'ouragan Fiona l'an dernier, de graves inondations ont entraîné des perturbations de l'activité économique en juillet et la destruction de certaines infrastructures publiques et privées. Ces inondations se traduiront malheureusement par des coûts imprévus pour la province, même si Ottawa fournit une aide financière. On devrait connaître l'incidence fiscale nette au cours de l'année. La première mise à jour financière sera publiée au plus tard le 30 septembre.

Î.-P.-É. – Les exportations et l'activité touristique tracent la voie

Les participants du marché et les économistes ont beaucoup parlé de la revanche des consommateurs après la pandémie. Toutefois, ce comportement des consommateurs n'a probablement pas entraîné une activité touristique record sur l'île, selon les premières indications estivales. Des problèmes mécaniques ont mis hors service certains traversiers au cours de la deuxième moitié de juin et au début de juillet. En pourcentage, la population de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté plus au cours de la dernière année que celle de toute autre province. Pour mettre les choses en perspective, l'ajout de 7 000 résidents équivaut à la croissance de la population dans les plus grandes provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick au cours de certaines des dernières années. Les exportations nominales ont bondi de près de 30 % depuis le début de l'année. Les exportations de pommes de terre ont rebondi à la suite de l'interdiction d'importation de l'an dernier aux États-Unis et de la suspension par le gouvernement fédéral du Canada liées à la découverte de cas de galle verruqueuse de la pomme de terre. Enfin, d'importants gains au niveau des emplois à temps plein favorisent les recettes fiscales. Le budget provincial de 2023 prévoit un déficit modéré de 98 millions de dollars pour l'exercice 2023-2024.

Terre-Neuve-et-Labrador – Nouvelles mitigées dans le secteur pétrolier

La production de pétrole a considérablement diminué jusqu'à maintenant cette année, alors que le champ Terra Nova traverse une longue période d'entretien, ce qui nuit au PIB réel. Par conséquent, les exportations nominales sont en baisse de plus de 20 % malgré des prix du Brent très favorables. Les chances de voir une production du navire de production, de stockage et de déchargement (NPSD) Terra Nova en 2023 ont diminué. Les investisseurs devraient surveiller les mises à jour futures sur la situation de maintenance de Terra Nova. Comme nous l'avons souligné dans des rapports précédents, les perspectives à long terme de la province se sont éclaircies l'an dernier lorsqu'Ottawa a approuvé le projet pétrolier en eau profonde de Bay du Nord. Cependant, le projet a été suspendu pour trois ans à la fin de mai en raison des conditions difficiles du marché, y compris la flambée des coûts de construction. Sur une note positive, l'expansion de 3,2 milliards de dollars du NPSD West White Rose progresse. Les prix du pétrole brut Brent ont été très proches de l'hypothèse du budget de 2023 de 86 \$ US le baril jusqu'à maintenant. Les prix favorables du pétrole ont amené S&P à confirmer la cote A+ à long terme de Terre-Neuve-et-Labrador en juillet dernier, avec des perspectives stables. De plus, l'exploration minière demeure dynamique, y compris dans le secteur de l'or. La croissance démographique s'est accélérée, mais dans une moindre mesure que dans les autres provinces. Enfin, selon

le Conseil économique des provinces de l'Atlantique, une réglementation plus stricte du gouvernement fédéral sur les carburants propres devrait, d'ici 2030, avoir un effet plus marqué sur l'économie de la province que sur celle des trois autres provinces de l'Atlantique.

Sébastien Lavoie | Économiste en Chef
514 213-4571 | LavoieS@vmbi.ca

Salim Kharoubi Zanzana | Économiste
437 219-3304 | ZanzanaSK@vmbi.ca

Croissance du PIB réel (%)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	-5.1	5.0	3.4	1.6	0.7
T.-N.-L.	-4.6	0.6	-1.7	1.0	1.2
Î.-P.-É	-1.6	7.9	2.9	1.9	0.8
N.-É.	-3.5	6.2	2.6	2.0	0.9
N.-B.	-2.7	5.9	1.8	1.3	0.7
Québec	-5.0	6.0	2.6	1.1	0.6
Ontario	-4.7	5.2	3.6	1.8	0.7
Manitoba	-4.4	1.8	3.9	1.7	0.9
Sask.	-4.8	-0.9	5.7	2.2	1.3
Alberta	-8.0	4.8	5.1	2.6	1.1
C.-B.	-3.0	6.1	3.6	1.3	0.6

Source: Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Croissance du PIB nominal (%)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	-4.5	13.6	10.9	3.1	3.7
T.-N.-L.	-10.0	17.7	11.3	-0.5	3.5
Î.-P.-É	1.4	14.3	7.4	4.5	2.9
N.-É.	0.0	10.9	7.4	5.2	3.1
N.-B.	-1.6	13.8	7.1	4.4	2.8
Québec	-1.9	11.8	9.6	3.7	2.8
Ontario	-2.9	10.3	9.6	4.3	2.9
Manitoba	-1.3	8.4	9.8	2.9	3.1
Sask.	-7.6	13.1	20.7	1.3	3.6
Alberta	-15.7	26.2	20.9	1.3	3.4
C.-B.	-0.7	14.2	8.9	2.2	2.8

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Taux de chômage (%)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	9.7	7.5	5.3	5.4	6.2
T.-N.-L.	14.5	13.1	11.2	10.1	9.9
Î.-P.-É	10.7	9.9	7.5	7.6	7.9
N.-É.	9.9	8.6	6.6	6.5	7.0
N.-B.	10.4	9.1	7.2	6.4	6.8
Québec	9.0	6.1	4.3	4.4	4.9
Ontario	9.8	8.2	5.6	5.8	6.3
Manitoba	8.2	6.4	4.5	4.8	5.1
Sask.	8.3	6.5	4.7	4.9	5.3
Alberta	11.5	8.5	5.8	6.1	6.5
C.-B.	9.2	6.5	4.6	5.3	5.8

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Emploi (variation annuelle en %)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	-5.6	5.0	4.0	2.2	0.7
T.-N.-L.	-6.4	3.6	4.3	1.8	0.8
Î.-P.-É	-3.5	4.1	5.3	1.7	0.7
N.-É.	-4.6	5.6	3.6	2.5	0.9
N.-B.	-3.0	3.2	2.7	2.8	0.7
Québec	-5.4	4.4	3.1	1.9	0.6
Ontario	-5.4	5.2	4.6	2.9	0.9
Manitoba	-4.3	3.7	3.2	1.9	0.8
Sask.	-5.0	2.6	3.5	0.9	1.0
Alberta	-7.0	5.5	5.2	3.3	1.3
C.-B.	-6.2	6.2	3.1	1.1	0.6

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Inflation mesurée par l'IPC global (%)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	0.7	3.4	6.8	3.8	2.3
T.-N.-L.	0.2	3.7	6.4	3.3	2.1
Î.-P.-É	0.0	5.1	8.9	3.6	2.1
N.-É.	0.3	4.1	7.5	3.8	2.2
N.-B.	0.2	3.8	7.3	3.7	2.1
Québec	0.8	3.8	6.7	3.9	2.3
Ontario	0.6	3.5	6.8	3.8	2.3
Manitoba	0.5	3.2	7.9	4.0	2.3
Sask.	0.6	2.6	6.6	4.0	2.3
Alberta	1.1	3.2	6.5	3.4	2.3
C.-B.	0.8	2.8	6.9	3.8	2.3

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Mises en chantier résidentielles (milliers d'unités)					
	2020	2021	2022	2023	2024
Canada	218	271	262	228	223
T.-N.-L.	0.8	1.0	1.4	1.1	0.9
Î.-P.-É	1.2	1.3	1.3	1.0	1.0
N.-É.	4.9	6.0	5.7	5.5	5.3
N.-B.	3.5	3.8	4.7	3.6	3.5
Québec	54.1	67.8	57.1	39.0	41.0
Ontario	81.3	99.6	96.1	88.0	84.0
Manitoba	7.3	8.0	8.1	6.9	6.5
Sask.	3.1	4.2	4.2	3.9	3.7
Alberta	24.0	31.9	36.5	31.0	35.0
C.-B.	37.7	47.6	46.7	48.0	42.0

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie.

Le présent document est publié à titre d'information seulement. Il ne doit pas s'interpréter comme un guide de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'achat des titres qui y sont mentionnés. L'auteur est un employé de Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada. L'auteur a pris toutes les mesures usuelles et raisonnables pour vérifier si les renseignements qui figurent dans le présent document sont tirés de sources considérées comme étant fiables et si les procédures utilisées pour les résumer et les analyser sont fondées sur les pratiques et les principes reconnus dans le secteur des placements. Toutefois, les forces du marché sous-jacentes à la valeur des placements peuvent évoluer de façon soudaine et importante. Par conséquent, ni l'auteur ni VMBL ne peuvent donner quelque garantie que ce soit en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité de l'information, de l'analyse et des opinions qui figurent dans le présent document ou leur utilité ou pertinence dans une situation donnée. Vous ne devriez pas effectuer de placement ni procéder à une évaluation de portefeuille ou à toute autre opération en vous fondant sur le présent document. Vous devriez plutôt consulter au préalable votre conseiller en placement, qui peut analyser les facteurs pertinents des placements ou opérations proposés. VMBL et l'auteur se dégagent de toute responsabilité de quelque nature que ce soit à l'égard de tout préjudice découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu contrevenant au présent avis. Le présent rapport, y compris l'information, les opinions et les conclusions qui y figurent, en totalité ou en partie, ne peut être distribué, publié, mentionné ou reproduit de quelque manière que ce soit sans le consentement écrit préalable de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

